



104

Le 14 septembre 2023

Direction Générale des Services Techniques  
 Direction de l'Urbanisme et de l'Aménagement  
 Affaire suivie par Géraldine LUCO  
 ☎ 01 30 69 17 41

EPF IDF  
 Monsieur BOUVELOT  
 4-14 rue Ferrus  
 75014 PARIS

RECOMMANDÉ AVEC A.R. N° 2 C 163 499 7172 7

**BORDEREAU D'ENVOI**

Nbre de pièces	Désignation																												
	<p style="text-align: center;"><b>ARRETE</b></p> <p>Enregistrée en Mairie de Trappes le 22/08/2023            sous le n° PD 78621 23 E0001</p> <p>DECISION : Accord            date de la décision : 13/09/2023</p> <p>demandeur : EPF IDF            lieu des travaux : 6 rue Nicolas Copernic 78190 TRAPPES</p> <table border="1" style="float: right; margin-top: 10px;"> <tr> <td>N° 527</td><td>DATE : 26/09</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td></td><td>Attribution</td><td>Contribution</td><td>Information</td></tr> <tr> <td>Direction 78</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>Sandra</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>Caroline</td><td>JW</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>Gestion</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>Siège</td><td></td><td></td><td></td></tr> </table>	N° 527	DATE : 26/09				Attribution	Contribution	Information	Direction 78				Sandra				Caroline	JW			Gestion				Siège			
N° 527	DATE : 26/09																												
	Attribution	Contribution	Information																										
Direction 78																													
Sandra																													
Caroline	JW																												
Gestion																													
Siège																													
	<p style="text-align: center;"><b>Commentaires</b></p> <p>Je vous prie de bien <b>conserver</b> l'arrêté ci-joint et de nous retourner le formulaire attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) lorsque votre chantier sera achevé.</p> <p>La direction de l'urbanisme reste à votre disposition pour toute autre information.</p> <p>Je vous en souhaite bonne réception.</p>																												

Trappes, la Ville solidaire !

**ACCORD D'UN PERMIS DE DEMOLIR**  
PRONONCÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

---

**DOSSIER N° PD 78621 23 E0001**

dossier déposé complet le 22/08/2023

**de** EPF IDF représentée par  
Monsieur BOUVELOT Gilles

**demeurant** 4-14 rue Ferrus  
75014 PARIS

**pour** Démolition de l'ancien site  
STELLANTIS - COPERNIC

**sur un terrain sis** 6 rue Nicolas Copernic 78190  
Trappes cadastré AM15

**SURFACE DE PLANCHER**

**existante** : 0 m<sup>2</sup>

**créée** : 0 m<sup>2</sup>

**démolie** : 0 m<sup>2</sup>

---

Le Maire,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants,  
Vu le décret n°2016-6 du 5 janvier 2016,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé le 23 février 2017 et révisé le 05 mars 2020,  
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 12 avril 2016 approuvant la modification statutaire relative aux compétences de Saint-Quentin-en-Yvelines,  
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 05 novembre 2019 instaurant un taux différencié de taxe d'aménagement selon les secteurs de la Ville,  
Vu la demande de permis de démolir susvisée,  
Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2021-204 du 01 juillet 2021 instaurant un périmètre d'étude,  
Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2021-276 du 04 octobre 2021 relative à la modification du PLUi,  
Vu l'affichage de l'avis de dépôt de permis de démolir en date du 29/08/2023,  
Vu la délibération du Conseil Municipal du 24 septembre 2009 soumettant les démolitions à autorisation préalable,

**ARRETE**

Article 1 : L'autorisation faisant l'objet de la demande susvisée est **accordée**.

Article 2 : Conformément à l'article L.461-1 du Code de l'urbanisme, le Préfet et l'autorité compétente ou ses délégués, ainsi que les fonctionnaires et les agents commissionnés à cet effet et assermentés, peuvent visiter les constructions en cours, procéder aux vérifications qu'ils jugent utiles et se faire communiquer tous documents techniques se rapportant à la réalisation des bâtiments. Ce droit de visite et de communication peut aussi être exercé après l'achèvement des travaux pendant six ans.

Article 3 : Toutes autorités administratives ainsi que les agents de la Force Publique compétents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postale.

Un extrait du présent arrêté sera, en outre, publié par voie d'affichage à la Mairie, dans les huit jours de sa notification et pendant une durée de deux mois.

Fait à Trappes

Le 13 SEP. 2023

Ali RABEH



Maire

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Elle est applicable à la date de cette transmission.

---

#### INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

---

##### COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

##### DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

##### DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

##### OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

##### DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE CHARGÉ  
DE L'URBANISME

# Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux



N° 13408\*04

- Vous déclarez l'achèvement partiel ou total des travaux de construction ou d'aménagement.
- Vous déclarez que les travaux de construction ou d'aménagement sont conformes à l'autorisation et respectent les règles générales de construction.
- Vous déclarez que le changement de destination ou la division de terrain a été effectué et est conforme au permis ou à la déclaration préalable.

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le

Cachet de la mairie et signature du receveur

## 1. Désignation du permis ou de la déclaration préalable

☐ Permis de construire ⇒ N° \_\_\_\_\_

☐ Permis d'aménager ⇒ N° \_\_\_\_\_

S'agit-il d'un aménagement pour lequel l'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, date de finition des voiries fixée au : \_\_\_\_\_

☐ Déclaration préalable ⇒ N° \_\_\_\_\_

## 2. Identité du déclarant

Vous êtes un particulier Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Vous êtes une personne morale

Dénomination : \_\_\_\_\_ Raison sociale : \_\_\_\_\_

N° SIRET : \_\_\_\_\_ Type de société (SA, SCI,...) : \_\_\_\_\_

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

## 3. Informations du déclarant

Adresse : Numéro : \_\_\_\_\_ Voie : \_\_\_\_\_

Lieu-dit : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ BP : \_\_\_\_\_ Cedex : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

indiquez l'indicatif pour le pays étranger : \_\_\_\_\_

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : \_\_\_\_\_ Division territoriale : \_\_\_\_\_

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

## 4. Achèvement des travaux

Chantier achevé le : \_\_\_\_\_

Changement de destination effectué le : \_\_\_\_\_

☐ Pour la totalité des travaux

☐ Pour une tranche des travaux

Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions achevés : \_\_\_\_\_

Surface créée (en m<sup>2</sup>) :

Nombre de logements terminés :

dont individuels :

dont collectifs :

Répartition du nombre de logements terminés par type de financement

☐ Logement Locatif Social :

☐ Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) :

☐ Prêt à taux zéro :

☐ Autres financements :

J'atteste que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes à l'autorisation (permis ou non-opposition à la déclaration préalable)<sup>1</sup>

À

Le :

Signature du (ou des) déclarant(s)

À

Le :

Signature de l'architecte (ou de l'agréé en architecture) s'il a dirigé les travaux

Pièces à joindre (cocher les pièces jointes à votre déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux) :

- ☐ AT.1 - L'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables mentionnées à l'art. R. 111-19-27 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 462-3 du code de l'urbanisme] ;
- ☐ AT.2 - Dans les cas prévus par les 4° et 5° de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation, la déclaration d'achèvement est accompagnée d'un document établi par un contrôleur technique mentionné à l'article L. 111-23 de ce code, attestant que le maître d'ouvrage a tenu compte de ses avis sur le respect des règles de construction parasismiques et paracycloniques prévues par l'article L. 563-1 du code de l'environnement [Art. R. 462-4 du code de l'urbanisme] ;
- ☐ AT.3 - L'attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue par l'article R.111-20-3 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-1 du code de l'urbanisme] ;
- ☐ AT.4 - L'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique prévue par l'article R.111-4-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-3 du code de l'urbanisme].

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux est adressée :

- soit par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune ;
- soit déposée contre décharge à la mairie.

À compter de la réception en mairie de la déclaration, l'administration dispose d'un délai de **trois mois** pour contester la conformité des travaux au permis ou à la déclaration préalable. Ce délai est porté à cinq mois si votre projet entre dans l'un des cas prévu à l'article R. 462-7 du code de l'urbanisme<sup>2</sup>.

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination et le cas échéant de sous-destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

<sup>1</sup> La déclaration doit être signée par le bénéficiaire de l'autorisation ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où ils ont dirigé les travaux.

<sup>2</sup> Travaux concernant un immeuble inscrit au titre des monuments historiques ; travaux situés dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable, des abords des monuments historiques, dans un site classé ou en instance de classement au titre du code de l'environnement, travaux concernant un immeuble de grande hauteur ou recevant du public ; travaux situés dans le cœur d'un parc national ou dans un espace ayant vocation à être classés dans le cœur d'un futur parc national ; travaux situés dans un secteur couvert par un plan de prévention des risques.



va pour être annexé à mon arrêté  
en date de ce jour,  
Trappes, le  
Pour le Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Urbanisme,  
13 SEP. 2023

## Demande de Permis de démolir

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

- ① Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.

**Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.**

**Vous pouvez utiliser ce formulaire si :**

- vous démolissez totalement ou partiellement un bâtiment protégé ou situé dans un secteur où a été institué le permis de démolir.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet ou vous rendre sur le service en ligne Assistance aux demandes d'autorisations d'urbanisme (AD'AU) disponible sur : [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

P D 07862123E0001  
Dpt Commune Année N° de dossier

La présente déclaration a été reçue à la mairie



Cachet de la mairie et signature du receveur

le 22/08/2023

Dossier transmis :

- ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France  
☐ au Directeur du Parc National

### 1 Identité du demandeur<sup>[1]</sup>

① Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation.

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur la fiche complémentaire. Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation.

#### 1.1 Vous êtes un particulier ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom Prénom

Date et lieu de naissance : Date : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

Commune : \_\_\_\_\_

Département : \_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

#### 1.2 Vous êtes une personne morale

Dénomination

EPF IDF

N° SIRET

4 9 5 1 2 0 0 0 8 0 0 0 2 6

Représentant de la personne morale : ☐ Madame ☒ Monsieur

Nom

BOUVELOT

Raison sociale

Etablissement Public Foncier IDF

Type de société (SA, SCI...)

EPF

Prénom

Gilles

[1] Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants : vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ; vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ; vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ; vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.



## 2 Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 4-14 Voie : Rue Ferrus

Lieu-dit :

Localité : Paris

Code postal : 7 5 0 1 4 BP : Cedex :

Téléphone : 0 1 4 0 7 8 9 0 9 0 Indicateur pour le pays étranger :

Adresse électronique :

ibailly @ epfif.fr

Si cette personne habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

☒ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

## 2Bis Identité et coordonnées d'une personne autre que le(s) demandeur(s)<sup>[2]</sup>

<sup>(i)</sup> Si vous souhaitez que les réponses de l'administration (autres que les décisions) soient adressées à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées.

Pour un particulier : ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom Prénom

Pour une personne morale :

Dénomination Raison sociale

N° SIRET Type de société (SA, SCL...)

Représentant de la personne morale : ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom Prénom

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Si cette personne habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

Téléphone : Indicateur pour le pays étranger :

Adresse électronique :

@

<sup>[2]</sup> J'ai pris bonne note que ces informations doivent être communiquées avec l'accord de la personne concernée. Elles feront l'objet d'un traitement de données dans le cadre de cette demande.

### 3 Localisation du (ou des) terrain(s)

① Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet. Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : 6 Voie : Rue Nicolas Copernic

Lieu-dit :

Localité : Trappes

Code postal : 7 8 1 9 0

Références cadastrales<sup>[3]</sup> :

① Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 5.

Préfixe : 0 0 0 Section : A M Numéro : 1 5 Superficie de la parcelle cadastrale (en m<sup>2</sup>) : 57 262

Pour être annexé à mon arrêté  
en date de ce jour,  
Trappes, le  
Pour le Maire,  
Adjoint délégué à l'Urbanisme,  
13 SEP. 2023

### 4 Travaux de démolition

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits :

Bâtiment A: 1974 et Bâtiment B: 2000.

☒ Démolition totale ☐ Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

Nombre de logements démolis : 0

[3] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.



## 5 Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

- ☐ porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumis à déclaration en application du code de l'environnement (IOTA)
- ☐ porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L. 181-1 du code de l'environnement
- ☐ fait l'objet d'une dérogation au titre du L. 411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées)
- ☐ porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement
- ☐ déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent au titre de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre

Indiquez également si votre projet :

### **i** Informations complémentaires

- ☐ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable
- ☐ se situe dans les abords d'un monument historique

2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation

- ☐ relève de l'article L. 632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne)

☐ a déjà fait l'objet d'une demande d'autorisation ou d'une déclaration au titre d'une autre législation que celle du code de l'urbanisme

Précisez laquelle :

## 9 Engagement du (ou des) demandeurs

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.

Je certifie exacts les renseignements fournis.

À Paris

Fait le 21/08/2023

**EPF Ile-de-France**  
Agence opérationnelle des Yvelines  
2 esplanade Grand Siècle  
78000 Versailles  
Tél. : 01.39.20.28.10  
Fax : 01.39.20.28.28  
SIREN 495 120 000 N°1 7516

Signature du (des) demandeur(s)

### **A** Dans le cadre d'une saisine par voie papier

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu de démolition.

Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Vu pour être annexé  
en date de ce jour  
Trappes, le  
Pour le Maire  
l'Adjoint délégué à l'urbanisme  
13 SEP. 2023

# Demande de permis de démolir

6 Rue Nicolas Copernic  
TRAPPES (78 190)

## Démolition de l'ancien site STELLANTIS – COPERNIC

Pour être annexé à mon arrêté  
en date de ce jour,  
Trappes, le  
Pour le Maire,  
Adjoint délégué à l'Urbanisme,

13 SEP. 2023

MAIRIE DE TRAPPES  
COURRIER ARRIVE  
Reçu 22 AOÛT 2023  
SERVICE URBANISME

Maîtrise d'ouvrage 	Maîtrise d'œuvre 	Démolition de l'ancien site STELLANTIS – COPERNIC	PD
		Permis de démolir	DATE : 08/23
		Indice 1	Sans échelle





# Demande de permis de démolir

## Liste des pièces :

- PD1 – Plan de situation
- PD2 – Plan de masse
- PD3 – Photographies

MAIRIE DE TRAPPES  
COURRIER ARRIVE  
22 AOÛT 2023  
Reçu  
SERVICE URBANISME

Vous devez être annexé à mon annexe  
en date de ce jour, 13 SEP 2023  
Trappes, le  
Pour le Maire,  
Le Maire délégué à l'Urbanisme

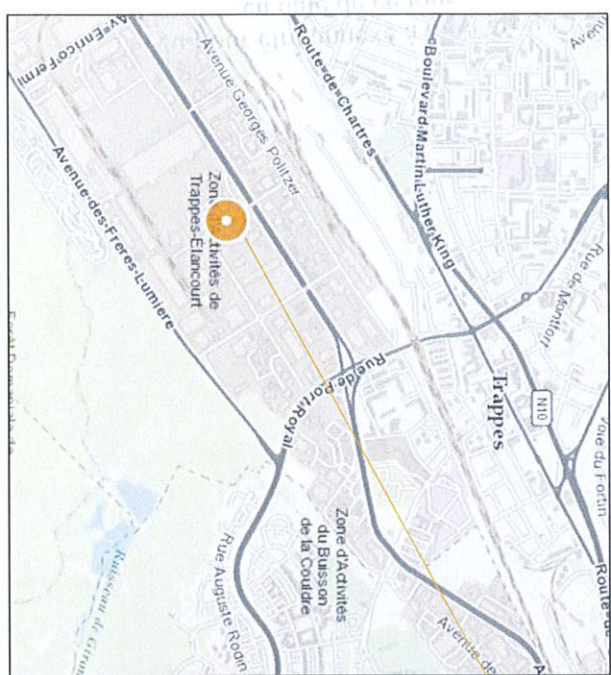
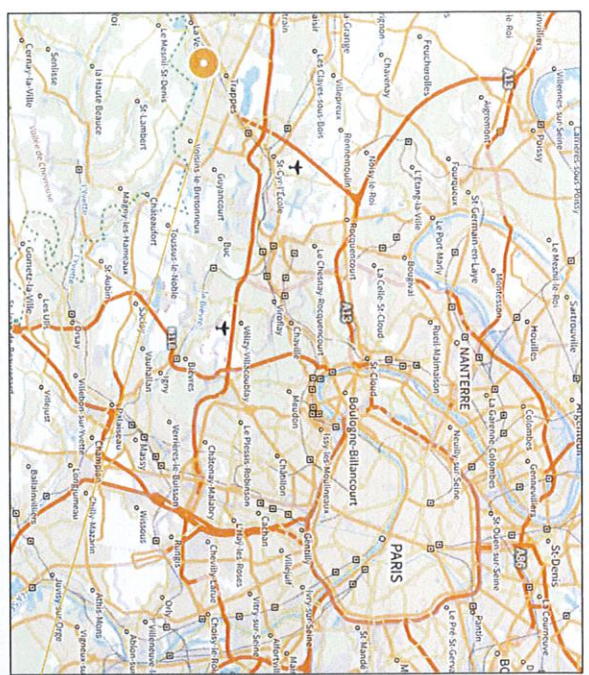
Maîtrise d'ouvrage 	Maîtrise d'œuvre 	Démolition de l'ancien site STELLANTIS – COPERNIC	PD
		Permis de démolir	DATE : 08/23
		Index 1	Sans échelle





Vu pour être annexé à mon arrêté  
en date de ce jour,  
Trappes, le  
Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué à l'urbanisme,  
Limites parcellaires

URRIER ARRIVE  
22 AOÛT 2023



Maitrise d'ouvrage		Maitrise d'œuvre	
Démolition de l'ancien site STELLANTIS – COPERNIC		PD1	
Plan de situation		DATE : 08/23	
Indice 1		Sans échelle	





22 AUG 2023

SERVICE URBANISME

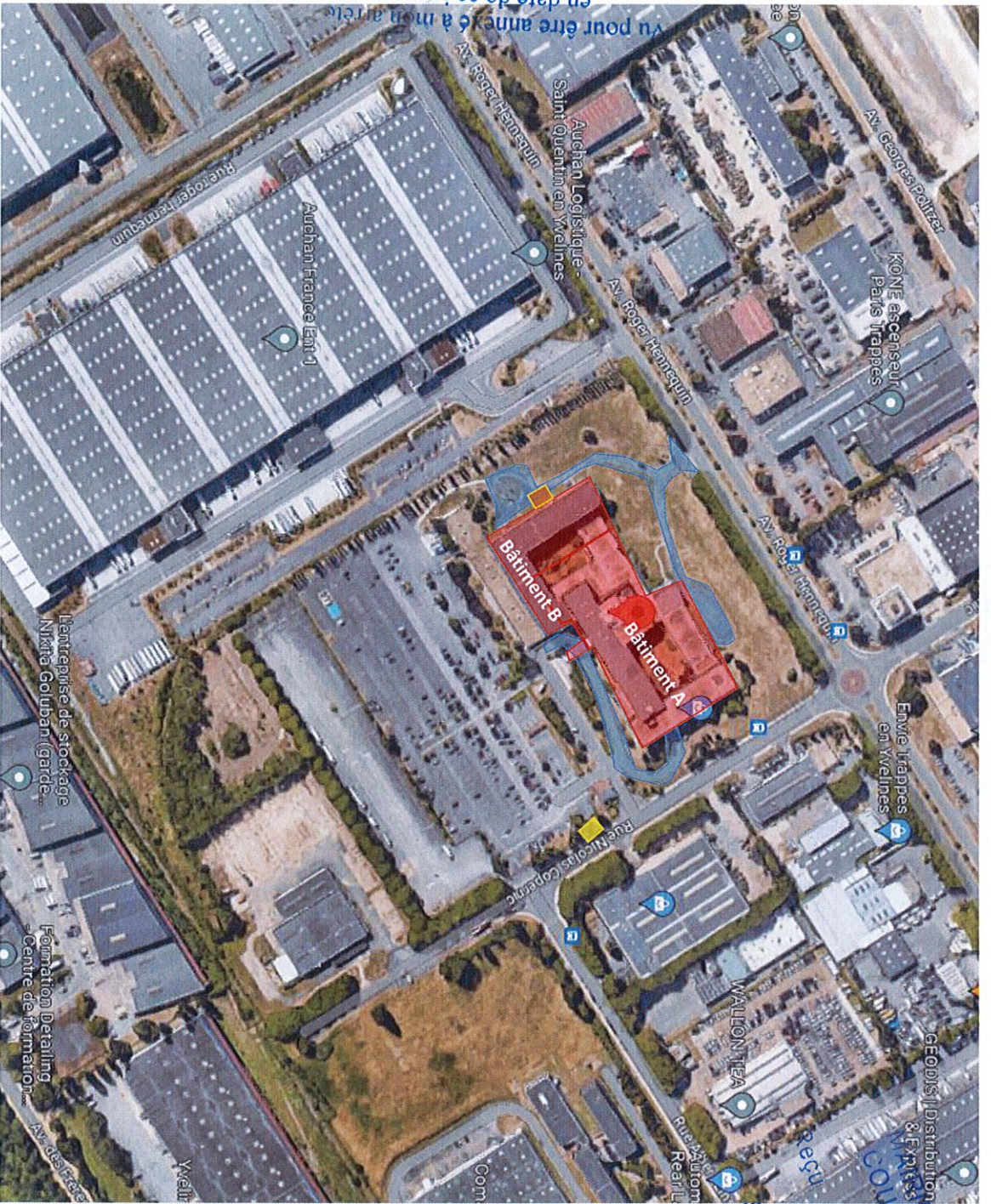
Bâtiments à démolir

Enrobés à déposer

Local vélo annexe à démolir



Mobilier urbain à déposer



En date de ce jour, Trappes, le Pour le Maire, l'Adjoint délégué à l'Urbanisme.

13 SEP. 2023

Maîtrise d'ouvrage

Maîtrise d'œuvre

Démolition de l'ancien site STELLANTIS – COPERNIC

**PDI**

[illegible]

DATE : 08/23

## Indices 1

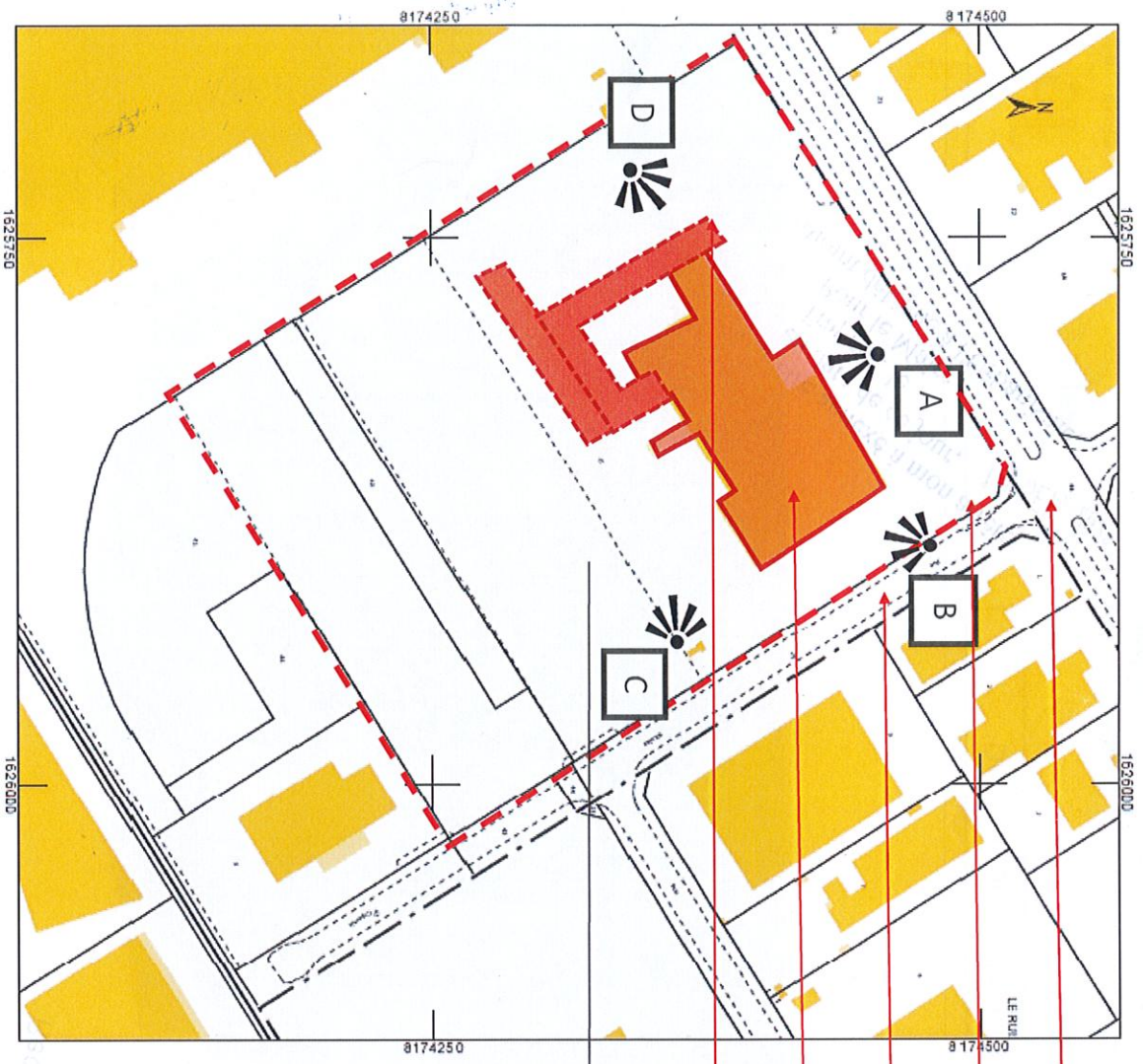
Sans échelle

epf  
LE-DE-FRANCE

ILLE-DE-FRANCE







Avenue Roger Hennequin

Limites parcellaires de l'opération de  
démolition

Rue Nicolas Copernic

Bâtiment A à démolir

Bâtiment B (non visible sur le plan cadastral)  
à démolir

Parcelle 000 AM 15  
57 262 m<sup>2</sup>

**Vu pour être annexé à mon arrêté**  
**MAIRIE DE TRAPPES**  
**COURRIER ARRIVE**  
**Reçu 22 AOÛT 2023**  
**SERVICE URBANISME**  
**L'Adjoint délégué à l'Urbanisme,**  
**Pour le Maire,**  
**en date de ce jour.**  
**13 SEP 2023**

Maitrise d'ouvrage



Maitrise d'œuvre



Démolition de l'ancien site STELLANTIS – COPERNIC

Plan de masse

Indice 1

PD2

DATE : 08/23

Sans échelle



A

COURT  
22 AUG 2023  
RECU

ICE URBANISME

CONSULTING  
2023

PD3

DATE: 08/23

Sans échelle





Il pour être annexé à mon arrêté  
en date de ce jour,  
Trappes, le  
Pour le Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Urbanisme,  
13 SEP. 2023

MAIRIE DE TRAPPES  
COURRIER ARRIVE  
Reçu 22 AOUT 2023  
SERVICE URBANISME

Maîtrise d'ouvrage		Maîtrise d'œuvre	
			
Démolition de l'ancien site STELLANTIS – COPERNIC		PD3	
Photographies		DATE : 08/23	
Indice 1		Sans échelle	




C

MAIRIE DE TRAPPES  
COURRIER ARRIVE  
Reçu 22 AOUT 2023  
SERVICE URBANISME

Vu pour être annexé à mon arrêté  
en date de ce jour,  
Pour le Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Urbanisme,  
13 SEP. 2023



Reçu 22 AOUT 2023  
MAIRIE DE TRAPPES  
COURRIER ARRIVE  
SERVICE URBANISME  
Vu pour être annexé à mon arrêté  
en date de ce jour,  
Pour le Maire,  
l'Adjoint délégué à l'Urbanisme,  
13 SEP. 2023



Maîtrise d'ouvrage		Maîtrise d'œuvre	
			
Démolition de l'ancien site STELLANTIS – COPERNIC		Photographies	
		Indice 1	PD3
			DATE : 08/23
			Sans échelle



Vu pour être annexé à mon arrêté  
Pour le Maire,  
Trappes, le  
en date de ce jour.  
13 SEP. 2023  
l'Adjoint délégué à l'Urbanisme



MAIRIE DE TRAPPES  
COURRIER ARRIVE  
22 AOÛT 2023

Maitrise d'ouvrage		Maitrise d'œuvre	
			
Démolition de l'ancien site STELLANTIS – COPERNIC		PD3	
Photographies		DATE : 08/23	
Indice 1		Sans échelle	